

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

Projet de loi contenant le Budget général des Recettes et des Dépenses du Congo belge pour l'exercice 1922, ainsi que des dispositions diverses ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. TSCHOFFEN.

MESSIEURS,

Le Budget *ordinaire* de la Colonie prévoit :

Des dépenses pour	fr. 83,365,935 »
Des recettes pour	70,669,183 »
Excédent des dépenses ordinaires.	fr. 12,696,752 »

Le Budget *extraordinaire*, tel qu'il vous est présenté, comporte deux postes distincts :

a) Dépenses résultant de l'exécution du programme de travaux prévus par la loi du 21 août 1921	fr. 72,388,365 »
b) Autres dépenses extraordinaires.	34,941,725 »
TOTAL.	fr. 107,330,378 »

Les recettes extraordinaires ne se chiffrant que par 16,651,725 francs, le

(1) Projet de loi, n° 14.

(2) La *Section centrale spéciale*, présidée par M. Tibbaut, était composée de :

- 1) Les membres de la *Commission permanente des Colonies* : MM. BRANQUART, BRIFAUT, DE BÉTHUNE, FISCHER, FORTHOMME, HUBIN, LAMBORELLE, MATHIEU, MAX, PIÉCARD, RENKIN, RICHARD, TSCHOFFEN, VAN CAUWELAERT et VAN REMOORTEL.
- 2) Six membres nommés par les *Sections* : MM. DE GÉRADON, MECHELYNCK, DE MONTPELLIER, VAN GLABBEKE, RICHARD et CARLIER.

solde de dépenses devra être couvert en demandant à l'emprunt environ 100.000.000 de francs.

Cette situation n'est pas anormale; elle n'est pas non plus inquiétante.

L'équipement, la mise en valeur d'une grande colonie est une œuvre de longue haleine, qui exige de grands efforts et d'importants capitaux.

On ne pourrait hésiter devant la dépense que si l'on avait un doute sur la valeur intrinsèque de l'immense territoire qu'il faut mettre à fruit.

Or, ce que nous savons des richesses de la Colonie, qui s'avèrent chaque jour plus considérables encore que nous ne pouvions l'espérer, nous donne l'assurance que ni le travail de nos coloniaux, ni les capitaux engagés ne seront perdus.

La Belgique possède une colonie dont les ressources sont presque inépuisables.

Si le Congo ne « payait » pas, c'est qu'en lui marchandant notre concours, nous aurions manqué de clairvoyance et d'énergie — c'est aussi que nous aurions été inférieurs à notre mission civilisatrice.

Les chiffres cités plus haut et qui — l'exposé des motifs le signale à juste titre — représentent l'effort le plus considérable qui ait encore été accompli en une seule année pour l'outillage de la Colonie, attestent que la Belgique ne sera pas inférieure à sa tâche.

Aussi bien l'attention de la Chambre doit-elle ici être attirée moins sur la nécessité de réduire les dépenses que sur la façon la plus judicieuse de les consentir.

C'est à quoi votre Commission spéciale s'est particulièrement attachée.

* * *

Deux problèmes qui dépassent en gravité toutes autres questions et de la solution desquels dépend la vie ou la mort de notre Colonie, doivent demeurer au premier plan de nos préoccupations.

Votre rapporteur les signalait avec insistance en 1920 et en 1921.

Il doit y revenir en 1922, parce qu'aussi bien ils ne sont pas encore résolus — ils ne pouvaient l'être entièrement — mais ont gardé toute leur acuité : nous voulons parler de la question de l'hygiène et de celle des transports.

La santé du Congo.

L'état sanitaire de la Colonie semble s'être quelque peu amélioré pendant l'année 1921.

Il est demeuré bon pour la population blanche; il est devenu un peu moins mauvais pour la population indigène.

Un effort sérieux a été produit.

Depuis l'armistice, si les crédits prévus au présent Budget sont votés, on aura affecté une somme de 40,602,695 francs aux différents services d'hygiène.

Pour l'exercice 1922, le Gouvernement sollicite un crédit de 9,144,600 francs en augmentation de 2,443,876 francs sur l'exercice 1921, afin de poursuivre efficacement la lutte contre les maladies et la dépopulation.

La Chambre n'hésitera pas à le voter, et cela fait; elle ne croira pas que le danger soit écarté.

Il demeure menaçant; votre Commission garde l'impression qu'on ne fait pas tout le possible pour en préserver notre terre d'Afrique.

L'exposé des motifs signale que le nombre des médecins exerçant leur art dans la Colonie a été renforcé de vingt-trois unités.

Nous voulons l'admettre; il n'en demeure pas moins déplorablement inférieur aux besoins de la population.

Qu'il nous suffise d'observer qu'il y a actuellement quarante-neuf médecins en service actif au Congo et le territoire de la Colonie est quatre-vingts fois aussi étendu que celui de la Belgique !

Nos jeunes médecins trouveraient pourtant au Congo l'occasion d'utiliser leurs connaissances et leur dévouement en leur assurant le maximum de rendement, et en se ménageant une situation matérielle particulièrement enviable.

Leur traitement, y compris diverses indemnités accessoires, oscille entre 26,500 et 30,000 francs par an.

Ils sont logés par la Colonie. Dans beaucoup de centres, la clientèle civile constitue une source appréciable d'honoraires supplémentaires. La pension est la même que celle des officiers de l'armée belge et elle est acquise en moitié moins de temps.

Enfin, nos grandes administrations publiques assurent aux médecins coloniaux la préférence pour les emplois d'ordre médical dépendant d'elles.

Il n'est pas possible qu'en attirant l'attention de notre corps médical et de notre population universitaire sur l'œuvre à accomplir et les avantages qu'elle procure, on ne parvienne pas à pourvoir la Colonie du nombre des médecins suffisants.

*
* * *

Mais ce n'est là qu'un des aspects du problème : le médecin sera impuissant s'il n'est pas assisté d'un personnel auxiliaire suffisant, abondamment pourvu de médicaments, si les hôpitaux et lazarets ne sont pas multipliés.

Or, malgré les assurances officielles et bien qu'un décret en date du 1^{er} juillet 1921 exempte du droit d'entrée certains produits pharmaceutiques, les médicaments font encore défaut en nombre d'endroits.

Tel poste a manqué de quinine pendant plusieurs semaines.

Votre Commission spéciale a été unanime à émettre le vœu que non seulement soient supprimés tous droits d'entrée frappant les médicaments employés dans la lutte contre les maladies épidémiques, mais que, de plus, ces médicaments soient fournis gratuitement aux particuliers et sociétés qui justifieraient en faire, sans bénéfice pour eux, un emploi utile.

*
* * *

Douze infirmières laïques et un grand nombre d'infirmières religieuses assistent actuellement les médecins dans leur lourde mission.

M. le Gouverneur Général, au cours des exposés qu'il a bien voulu faire devant la Commission spéciale, a tenu à signaler avec insistance l'étendue et la qualité des services rendus par ces infirmières dont il a célébré l'admirable dignité de vie.

Il a de même mis en valeur l'aide puissante apportée par les missionnaires dont la plupart ont suivi les cours de l'école tropicale et les ont complétés par un stage dans l'établissement spécial de Léopoldville.

Il a exprimé le désir que les missions intensifient davantage encore leurs efforts et fassent faire à certains de leurs Pères des études de médecine complètes.

Le Gouvernement voudra sans doute examiner cette question avec les directeurs des missions et, en même temps qu'il fera appel à un dévouement qui ne s'est jamais démenti, tiendra à assurer aux missionnaires l'assistance morale et financière qui leur est indispensable pour mener à bien leur tâche civilisatrice.

Nous devons dès à présent à la vérité de signaler que la croisade contre les maladies épidémiques en Afrique ne compte pas de soldats plus méritants que les missionnaires. Il n'en est pas non plus dont les efforts ont été couronnés de succès plus complets.

On connaît telle mission de Jésuites dont le zèle obstiné a fait disparaître, dans un large rayon autour d'elle, la maladie du sommeil.

Dix-huit Pères Jésuites diplômés de l'école de médecine tropicale ont, à eux seuls, en deux ans, donné leurs soins à plus de 78,000 indigènes.

Les missions catholiques possèdent aujourd'hui au Congo, outre plusieurs hôpitaux, 50 lazarets et 144 dispensaires, et les missions protestantes ont également fourni un appoint appréciable à la lutte contre la maladie.

* * *

Disons, du reste, puisque l'opinion publique s'est émue de certaines déclarations prêtées à M. Lippens, que l'honorable Gouverneur Général a tenu à apporter aux missionnaires, devant la Commission Coloniale, le témoignage de sa reconnaissance émue.

Sans doute, des améliorations sur des points de détails peuvent et doivent être recherchées de commun accord entre le Gouvernement et les chefs de missions, et ceux-ci ne prétendent pas échapper à toute critique.

Telle méthode d'enseignement pourrait être perfectionnée, tel catéchiste indigène gagnerait à tempérer son zèle et à suivre plus exactement les instructions qui lui sont données par les chefs de sa mission, mais il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, les résultats obtenus sont admirables.

Le 26 mai 1906, entre le Saint-Siège et l'État Indépendant du Congo intervenait une convention dont les motifs et le but sont nettement définis. « Le Saint-Siège apostolique, soucieux de favoriser la diffusion méthodique du catholicisme » au Congo, et le Gouvernement de l'État Indépendant, appréciant la part considérable des missionnaires catholiques dans son œuvre civilisatrice de l'Afrique centrale, se sont entendus entre eux et avec les représentants des missions catholiques du Congo, en vue d'assurer davantage la réalisation de leurs intentions respectives. »

Dans ce but l'État s'engageait à payer un traitement aux missionnaires que les nécessités du ministère apostolique obligerait à séjourner d'une façon stable dans les centres où le nombre des fidèles rendrait leur présence opportune. D'autre part, chaque établissement de mission promettait de créer, dans la mesure de ses ressources, une école où les indigènes recevraient l'instruction.

Cet engagement, les missions l'ont tenu. Dans chacun des Vicariats et des Préfectures elles ont créé des écoles rurales et de poste qui comptent actuellement plus de 50,000 élèves et qui sont dirigées par plus d'un millier de professeurs, des écoles normales groupant ensemble plus d'un millier d'élèves, des écoles professionnelles d'où il est sorti un si grand nombre d'artisans que, selon l'expression officielle du Rapport de 1917, « on ne les compte plus ».

L'enseignement des missions a produit des résultats remarquables.

Partout où les missionnaires ont pu établir des écoles, le niveau intellectuel et moral de la nouvelle génération a été sensiblement relevé et un progrès s'affirme dans l'attitude générale de la population,

Aussi est-ce à juste titre que le dernier Rapport du Ministère des Colonies, après avoir noté que 374 missionnaires, 189 frères, 194 sœurs pourvoient au Congo au service et à la diffusion du culte, signale « les charges et les travaux » innombrables que comportent les œuvres d'assistance sociale auxquelles se consacrent au Congo les Associations religieuses ».

C'est à juste titre encore que le même rapport conclut qu'« en favorisant, » conformément au vœu du législateur de 1908 l'extension et le développement » des missions, le Gouvernement s'assure, pour le progrès physique, intellectuel » et moral de la race noire, le concours incomparable d'un dévouement et d'une » charité auxquels il aime à rendre hommage. »

Le problème des transports.

Le grave danger que constitue l'insuffisance de nos moyens de transports continue à hypothéquer notre Colonie.

Le Parlement a fait son devoir : il a accordé au Gouvernement tous les crédits sollicités pour équiper la Colonie et l'a autorisé à emprunter 300,000,000 de francs pour l'exécution des grands travaux d'utilité publique.

Nous ne prétendons pas que le Gouvernement n'a pas fait le sien.

Le projet de Budget des Dépenses extraordinaires comporte un poste de 72,000,000 de francs, deuxième annuité à prélever sur cet emprunt de 300,000,000 de francs, qui doivent être affectés à l'équipement de la Colonie.

La majeure partie de cette somme sera absorbée par la participation de la Colonie dans l'augmentation du capital de la Compagnie des Chemins de fer du Congo qui poursuit l'amélioration de la ligne Matadi-Léopoldville, assurant le transport vers l'océan de tous les produits de notre terre d'Afrique.

Les Chambres vont être saisies incessamment d'un projet de loi approuvant les termes d'une convention intervenue le 9 novembre 1921 entre le Gouvernement et cette Compagnie.

L'examen de cette convention, actuellement déposée sur le bureau de la Chambre, ne peut être entrepris dans le présent rapport.

Nous nous bornons à attirer l'attention des membres de la Chambre sur son importance; elle doit faire l'objet de leur étude approfondie.

Le solde des 72,000,000 de francs prévus au Budget est destiné à alimenter le fonds de construction du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et le tronçon de chemin de fer Tsilongo-Ruwe, amorce de la ligne du Katanga à Benguella (Congo portugais).

Il faut à tout prix — et cette expression est prise dans son sens littéral — que les travaux prévus soient poussés avec la dernière activité.

La ligne qui épouse le tracé du fleuve Congo jusque Stanleyville pour monter ensuite directement du nord jusqu'à l'extrémité sud du Katanga est une œuvre étonnante, mais, même améliorée, elle demeurera insuffisante.

Le Katanga, région riche entre toutes, doit être sans retard relié directement au Bas-Congo par la ligne Bukama-Basongo et le Kasaï.

Cette ligne est nécessaire pour que nous puissions tirer un profit réel des incalculables richesses agricoles et minières du Kasaï et du Katanga et pour que cette première province s'incorpore plus intimement à la Colonie.

Votre Commission a émis l'espoir qu'en 1923, le Gouvernement, qui dispose des crédits nécessaires, lui apprendra que l'œuvre est en bonne voie d'exécution.

* *

Non moins urgente, non moins nécessaire est l'amélioration de notre flotille fluviale.

Malgré la crise commerciale intense qui sévit au Congo, on trouve encore partout des marchandises qui attendent leur transport et l'on peut dire que, pour une part importante, la crise est due précisément au manque de transports fluviaux.

Nous devons insister aussi sur la nécessité de mettre à la disposition des passagers des bateaux confortables. Actuellement, la navigation sur le Congo et ses affluents est un supplice.

Pourvoir les bateaux d'installations modernes est une mesure d'élémentaire hygiène.

Il y faudra songer sans trop de retard.

* *

Notre réseau de routes pour automobiles se développe normalement et sans trop de frais.

L'indigène collabore volontiers à l'établissement de routes qui traversent la région qu'il habite et dont il apprécie l'utilité immédiate.

La route crée le trafic et rembourse, et au delà, les capitaux décaissés pour sa construction.

Ce n'est pas seulement pour développer notre commerce et notre pénétration en Afrique que s'impose la création et l'amélioration de nos moyens de communication, leur nécessité s'avère encore de l'urgence qu'il y a à supprimer le portage.

D'aucuns estiment que, dans la situation présente, le portage est un fléau nécessaire, mais c'est un fléau. Il anémie la race et nécessite presque la méconnaissance des ordonnances qui interdisent le travail forcé, car on ne trouve pas de porteurs volontaires; cela fait songer à une douloureuse survivance de l'esclavage.

Quand nous serons maîtres des maladies épidémiques et que le problème des moyens de transports mécaniques sera résolu, la Colonie sera sauvée.

Aussi longtemps que ces deux questions n'auront pas trouvé leur solution, l'œuvre des Belges au Congo demeurera menacée.

Laisserons-nous longtemps encore, sur la Belgique africaine, peser cette double menace?

Les pensions.

Les « coloniaux » peuvent, au point de vue de la pension, être répartis en trois catégories :

a) Ceux qui ont servi l'État Indépendant du Congo.

Leur pension est réglée par le décret de 25 août 1910.

b) Ceux qui ont servi la Colonie avant le 1^{er} août 1920.

Le taux de pension est déterminé par le décret du 2 mai 1920.

c) Les fonctionnaires au service de la Colonie postérieurement au 1^{er} août 1920.

Le régime de la pension est arrêté par décret du 2 mars 1921.

Les fonctionnaires de la catégorie C sont justement satisfaits du régime qui leur est appliqué.

Quant aux pensionnés de la catégorie A, le projet de Budget prévoit les crédits nécessaires (400,000 francs, *crédit non limitatif*) pour doubler la pension de ceux des intéressés dont les revenus et ressources totalisés ne dépassent pas 14,000 francs l'an (cf. projet de Budget, p. 166, article 6 B).

Tous les intéressés, tant ceux qui profitent de l'augmentation prévue que ceux qui en sont — assez arbitrairement — exclus, protestent contre la distinction prévue.

La pension n'est pas une aumône accordée à des nécessiteux.

Jusqu'à présent, les anciens agents de l'État Indépendant du Congo, sans distinction de fonction ni de grade, touchaient une pension calculée sur la base de 150 francs par année de service.

On fait fort bien de doubler cette modeste pension, mais comment justifier le régime qui créerait une inégalité et excluerait de l'avantage accordé à un certain nombre d'agents qui ne sont pas moins méritants parce qu'ils ont réussi à s'assurer des ressources atteignant 14,000 francs annuellement?

Pour les pensionnés dont le sort est réglé par application du décret du 2 mai 1910, le projet de Budget, malgré les promesses faites ne prévoit aucune amélioration de leur sort.

A l'époque où ces lignes sont écrites, leur nombre ne doit guère dépasser 500; la pension moyenne qui leur est allouée n'atteint que 618 francs.

En Belgique, toutes les pensions, y compris celles de fonctionnaires dépendant du Budget métropolitain de la Colonie, ont été doublées ou triplées.

Nous nous devons à nous-mêmes de ne pas refuser aux « anciens coloniaux » le traitement que nous avons accordé à tous les pensionnés belges.

Votre Commission spéciale, désireuse de ne pas improviser en cette matière, — les chiffres doivent être alignés avec précaution, — n'a pas voulu présenter d'amendement, mais elle s'est trouvée unanime à prier M. le Ministre des Colonies de soumettre lui-même au Parlement un amendement à son Budget, tenant compte des observations ci-dessus consignées.

Étant donnée la modicité du taux des pensions qu'il s'agit de relever et le petit nombre des intéressés, la charge annuelle à supporter par le Trésor n'atteindra pas, pensons-nous, 400,000 francs.

Elle aura nécessairement un caractère temporaire.

La régie des mines.

Votre Commission s'est étonnée de devoir constater que le solde bénéficiaire de la régie des mines d'or de Kilo-Moto tombe de 16,292,400 à 11,190,000 francs, soit une diminution de plus de 5 millions de francs ou environ 30 %.

M. le Gouverneur Général interrogé par elle à ce sujet a déclaré ne pouvoir lui fournir aucune explication d'aucune sorte.

La régie est organisée de telle sorte qu'elle échappe au contrôle et à l'influence de l'autorité du Gouverneur.

D'autre part, M. le Ministre a expliqué le fléchissement des recettes par un certain nombre de considérations qui, il faut le reconnaître, n'ont pas convaincu tous les membres de la Commission.

Les « nouvelles méthodes d'exploitation rationnelle et méthodique de la Régie » dont il est question au projet de Budget (p. 28, art. 39) ont fait leur preuve. Elles diminuent les recettes nettes de 30 %.

L'argument tiré de ce que l'on entend actuellement négliger l'exploitation de gisements aurifères riches pour mettre en valeur des gisements de qualité moindre afin de ne pas entamer les réserves indispensables, ne paraît pas décisif.

L'or est actuellement très cher et il faut espérer que nos besoins ne seront jamais plus grands.

C'est donc le moment, ou jamais, de faire donner à nos mines d'or le maximum de rendement.

L'exploitation des mines d'alluvions peut se faire sans qu'on doive mettre en œuvre un matériel bien considérable.

M. le Ministre des Colonies désirera sans doute fournir à la Chambre au sujet des régies, de leur fonctionnement et de leur rendement, des éclaircissements plus complets.

La décentralisation administrative.

Des mesures sont en vue d'exécution qui doivent, avec une responsabilité plus grande, assurer aux provinces et aux centres municipaux, l'autonomie désirable. Il faut y applaudir.

Sans doute, il ne peut être question de calquer en Afrique nos institutions européennes.

Cependant, réserve faite de l'unité d'action et de direction qui demeure indispensable, il est souhaitable qu'on intéresse les blancs à la gestion et les indigènes au perfectionnement des groupements locaux.

Un essai de « municipalisation » va être tenté à Kinshasa et à Élisabethville.

Le Parlement en suivra avec intérêt les résultats.

A la décentralisation administrative correspond la localisation de l'impôt avec l'établissement de budgets provinciaux de recettes et de dépenses.

Il y a un intérêt évident à ce que les contribuables et plus spécialement les indigènes se rendent compte de l'utilité immédiate qu'il y a pour eux à payer l'impôt et constatent que l'effort fiscal qu'ils produisent leur est rendu en accroissement de bien-être; mais cette réforme ne pourrait se réaliser que progressivement.

La capitale.

On a dit, non sans raison, que le choix de Boma comme capitale avait été une erreur géographique. La ville est du reste mal construite et étouffée entre ses marais. Les installations d'hygiène y sont défectueuses.

Au total, il semble bien que Léopoldville, située dans une région plus saine et au confluent de grandes voies de communication, soit indiquée comme pouvant devenir le siège du Gouvernement et des services centraux.

Encore faut-il se garder d'improviser le changement, au risque de provoquer la désorganisation et d'exposer inutilement des dépenses considérables.

La compression des dépenses.

Votre Commission aurait désiré réduire certains crédits sollicités.

Elle n'y est pas parvenue.

Les dépenses prévues sont motivées ou par l'application des lois en vigueur, ou par la nécessité d'assainir et d'équiper la Colonie.

Ces dépenses sont donc ou incompressibles ou impérieusement nécessaires.

La Commission propose à la Chambre l'adoption du projet de Budget.

Le Rapporteur,

PAUL TSCHOFFEN.

Le Président,

E. TIBBAUT.

ANNEXE

Question.

M. le Ministre n'a-t-il pas un plan pour la création de chemins de fer vicinaux qui, dans les colonies, précèdent le plus souvent les chemins de fer à grande section ?

Quelles sont les routes déjà créées ou à créer, sans difficulté, qui pourraient être armées du rail ?

Réponse.

La question de l'établissement de chemins de fer vicinaux secondaires sur certaines routes de la Colonie est à l'étude.

Il ne semble pas, en général, que ces chemins de fer puissent remplacer ou précéder temporairement les chemins de fer à grande section dont la construction est envisagée dans le plan des travaux publics approuvé par la Législature. En principe, la charge des transports et des frais généraux est trop lourde au centre de l'Afrique pour faire du provisoire.

La construction de chemins de fer à voie étroite ne se conçoit donc que là où la route existe et permet l'établissement de la voie et où cette solution peut apparaître comme suffisante pour nombre d'années.

Il n'est pas possible de répondre actuellement à la seconde partie de la question d'une façon complète. Les études ne sont pas assez avancées pour pouvoir se prononcer.

Question.

M. le Ministre, dans un interview a annoncé la création de divers chemins de fer, évaluant le coût à 250,000 francs le kilomètre.

Ne voudrait-il pas indiquer le plan financier qu'il se propose de suivre pour payer les travaux ?

Sur les 300,000,000 de francs prévus par les travaux d'intérêt public, 150,000,000 de francs sont déjà dépensés.

Comment M. le Ministre se propose-t-il de faire face aux nouvelles dépenses ?

Sur le pied de 250,000 francs par kilomètre, les 900 kilomètres de chemin de fer à créer en six ans, du Bas-Congo au Katanga (Ilebo Bukama) coûteraient 225,000,000 de francs sans le matériel roulant.

Réponse.

L'autorisation d'emprunt de 300,000,000 de francs accordé par la loi du 21 août 1921, ne forme, comme l'exposé des motifs de cette loi le dit, que la première tranche des dépenses d'outillage nécessaire dans la Colonie.

Le projet de Budget de 1922 contient l'énumération des postes de dépenses engagées sur la première tranche de 60,000,000 de francs de crédit accordés au Budget extraordinaire de 1921. En raison de la multiplicité des centres d'engagement de ces dépenses, en Afrique et en Europe, il ne m'est pas encore possible de faire connaître le chiffre des dépenses payées parmi ces 60 millions de francs engagés et qui figureront régulièrement dans les comptes généraux de la Colonie.

Un second poste de crédit de 72,388,653 francs figure au Budget extraordinaire de 1922. En estimant à 20,000,000 de francs les dépenses qui dans ce montant intéressent le chemin de fer du Katanga, il reste disponible pour l'engagement des dépenses relatives aux autres travaux 52,388,653 francs.

Après l'octroi de ces deux premiers postes de crédit, il reste disponible sur la faculté d'emprunt de 300 millions, 167,612,000 francs environ qui seront à demander en 1923, 1924 et 1925.

Si j'ajoute les 52,388,653 francs, renseignés ci-avant, le total de 220,000 francs représente la faculté actuelle des engagements de dépenses possibles sur la première tranche de 300 millions d'emprunt.

Dans ces conditions, il est prématuré de demander au Ministre l'exposé d'un nouveau plan financier. Celui-ci dépendra du degré d'avancement des travaux, du montant des adjudications de matériel, du concours financier que pourrônt apporter les sociétés de chemin de fer intéressées dans la création du réseau ferré, de la situation du marché et d'autres circonstances.

En temps utile, le Gouvernement ne manquera pas de saisir le Parlement de ses projets.

Question.

Se sert-on dans la Colonie de langues étrangères pour l'instruction des noirs et pour leur formation professionnelle?

La langue indigène n'est-elle pas la langue usuelle dans l'enseignement au premier degré?

La langue Kiswahili est-elle employée dans les relations officielles avec les populations indigènes?

Sa diffusion est-elle favorisée?

Si des langues étrangères sont employées, serait-il possible de dresser le tableau des régions et des établissements où elles sont employées?

Réponse.

En principe, le Gouvernement recommande de se servir des langues indigènes pour l'instruction des noirs et pour la formation professionnelle. Tout en tenant compte des besoins locaux, il pratique cette méthode dans ses propres écoles et très généralement les écoles des missions suivent la même méthode. Les missionnaires de toutes confessions ont, à différentes reprises, manifesté au Gouvernement leur accord sur ce point. On ne peut donc dresser le tableau demandé.

L'étude d'une langue européenne se recommande au contraire pour les sujets

d'élite capables de recevoir une instruction d'un degré supérieur et destinés à devenir clercs d'administration ou de commerce, assistants médicaux noirs, etc.

La diffusion du Swahili n'est pas favorisée. Mais cette langue est la langue commerciale dans une notable partie de l'Est de la Colonie. Les fonctionnaires et agents de la Colonie s'en servent à ce titre.

Question.

La production d'alcool dénaturé pour les usages industriels serait d'une utilité considérable, étant donnée la cherté de l'essence qui en rend l'usage industriel impossible.

Elle ne doit pas être contraire aux conventions internationales, si elle se fait dans des conditions qui en rendent impossible la consommation de bouche.

Quelles conditions M. le Ministre compte-t-il exiger pour rendre cette production possible ?

Réponse.

La production de l'alcool dénaturé pour usage industriel a été envisagée, mais la question est extrêmement complexe en raison des difficultés d'empêcher la consommation de l'alcool de bouche.

Le Gouvernement a demandé des renseignements sur les mesures prises en la matière dans les colonies voisines. Dans ces conditions il n'existe pas, à présent, d'éléments suffisamment complets pour pouvoir déjà répondre à la question posée.

Question.

M. le Ministre ne croit-il pas opportun de dresser le Budget de la Colonie en deux parties, l'une constituant le Budget du Gouvernement général, l'autre les Budgets des Vice-Gouvernements généraux ? Cette distinction n'excluant pas les budgets spécialisés des services industrialisés.

L'intérêt de cette division est moins dans la répartition des dépenses que dans la création de ressources.

M. le Ministre ne croit-il pas que la vie municipale doit pouvoir s'organiser dans les centres principaux par la création de budgets locaux de recettes et de dépenses.

Réponse.

Les budgets actuels distinguent les recettes et les dépenses intéressant le Gouvernement général et celles intéressant les Vice-Gouvernements généraux. Il ne paraît pas opportun de faire davantage en ce moment. Les provinces sont de création récente. Il est désirable que la politique de décentralisation actuellement poursuivie se soit au préalable consolidée. Elle tend naturellement à individualiser davantage la gestion financière de chaque province. Ce qui importe, c'est d'assurer à un Vice-Gouverneur plus d'indépendance dans l'exécution. Mais dans l'état actuel des choses, l'établissement de budgets séparés n'aurait pas d'influence sur la création de ressources nouvelles. Au contraire, la création d'un début d'organisation municipale ou communale est au programme du

Gouvernement. Un projet a été dressé par les Services d'Afrique, un autre par l'Administration centrale. Déjà la Chambre elle-même a, par une disposition insérée au Budget de l'an passé, consacré le principe de la création de taxes locales.

Les deux premiers centres urbains pour lesquels une organisation de ce genre est envisagée sont Elisabethville et Kinshasa.

Il rentre dans l'intention du Gouvernement que pour ces deux villes ces projets soient réalisés dans le cours de la présente année.

Question.

PETITES RIVIÈRES. — Combien d'unités avons-nous commandé depuis l'armistice pour le service des rivières?

Depuis quand sont-elles au Congo? Combien y en a-t-il qui sont montées et en service? Quand les autres le seront-elles?

Réponse.

La nécessité d'un matériel supplémentaire pour les rivières a été examinée immédiatement après l'armistice.

L'avis et les propositions des services d'Afrique ont été demandés.

Une commande de 8 unités du type *Délivrance* a été passée.

Sept de ces dernières ont été fournies successivement, mais avec de grands retards.

La dernière machine à vapeur n'a été délivrée qu'au mois de mars dernier.

La *Sonatra* est en discussion avec le chantier au sujet de la huitième *Délivrance* qui, ne répondant pas à son avis aux conditions convenues, n'a pu encore être agréée.

Les 7 *Délivrance* sont en montage aux chantiers de Léopoldville. Leur mise en service peut donc être attendue incessamment.

En outre, il a été fourni depuis la même époque, et il y a en montage à Léopoldville, 6 barges de 20 tonnes destinées à ces *Délivrance*.

Indépendamment du montage de ces petites unités, l'atelier de Léopoldville est occupé à transformer un steamer à passagers *Hainaut* en remorqueur, apte à conduire des trainés en flèche, en lieu et place du touage latéral pratiqué jusqu'ici. On attend de cette nouvelle méthode une diminution de frais et une meilleure utilisation du matériel.

Le chantier de Léopoldville achève le montage du *Tabora* destiné aux grands biefs.

Dans les prochains mois la *Sonatra* recevra et fera monter 10 allèges de 250 tonnes d'un type nouveau et mieux approprié que le matériel actuel. La capacité de transport sera augmentée de 60 %.

Question.

Les unités desservant le réseau fluvial, dont Coquilhatville est le centre, sont-elles moins nombreuses actuellement qu'avant la création de la *Sonatra*?

Réponse.

Les unités du réseau fluvial de l'Équateur ne sont pas moins nombreuses actuellement qu'avant la création de la *Sonatra*; au contraire, cette Société a affecté aux transports des unités qui précédemment étaient destinées à des services accessoires. Il y a lieu toutefois de remarquer que ce matériel, qui a été fortement usagé pendant la guerre et la crise des transports consécutive à celle-ci, doit fréquemment être mis en réparation, à Léopoldville, ce qui occasionne assez bien de pertes de temps. Pour remédier à cette situation, la *Sonatra* est en pourparlers pour l'acquisition de terrain à Coquilhatville en vue de l'érection d'un atelier et d'un « slip » de réparations.

Question.

Quel est le programme d'augmentation des petites unités pour le Service des rivières?

Réponse.

Lorsque les 8 *Délivrance* seront mises en service, la *Sonatra* disposera pour le trafic des petites rivières de 23 petites unités (18 *Délivrance* et 5 auxiliaires). La Société n'a pas l'intention d'augmenter le nombre de ces bateaux automoteurs. Ils sont en effet très coûteux, d'une exploitation difficile et ne chargent que 20 tonnes. Son intention est de développer le remorquage en annexant à chaque *Délivrance* deux barges de 35 à 40 tonnes permettant donc de transporter 100 tonnes par train au lieu de 20 tonnes, chargée sur la *Délivrance* seule. La construction de pareilles barges est à l'étude et comme leur remontage en tronçons est aisé, elles pourront être expédiées dans la Colonie d'ici peu de temps de manière à ce qu'elles entrent, si possible, en service en même temps que les nouvelles *Délivrance*.

Question.

De quels éléments essentiels se compose le poste « débiteurs divers » de la *Sonatra*?

Réponse.

Le poste de fr. 540,595.53, porté au bilan de la *Sonatra* pour l'année 1920, se décompose comme suit :

Solde débiteur Colonie pour frais de transports	fr. 138,098 67
Solde compte débiteurs divers	402,496 86

Question.

Où en est-on dans les négociations pour l'organisation de la T. S. F.?

Réponse.

La situation est actuellement la suivante :

1° **EXPLOITATION.** — Le contrat avec M. R. Goldschmidt a pris fin. Des négociations avec le Département des Chemins de fer pour arriver à constituer un organisme unique dont l'État aurait conservé les capitaux, mais qui aurait été géré par des spécialistes, comme une régie autonome et qui se serait occupé de la T. S. F. à la fois en Belgique et au Congo, ont été poursuivies, mais n'ont pas abouti.

Dans l'intervalle, l'exploitation a été faite en régie par le Fonds de la Colonie, sous la direction de M. Goldschmidt et le contrôle d'un délégué spécial du Département. Ce régime temporaire prendra incessamment fin et des dispositions définitives seront prises.

2° L'établissement du grand intercontinental de Kanga, ou des postes correspondants, a fait l'objet d'un contrat conclu entre M. Goldschmidt et le Fonds spécial.

Question

Le tarif des chemins de fer du Mayumbe ne pourrait-il être réduit encore? Pour quelle fraction le tarif des chemins de fer entre-t-il dans le prix d'Europe des marchandises exportées du Mayumbe, surtout : cacao et bois.

Réponse.

Pour l'exercice 1921, l'exploitation du chemin de fer du Mayumbe clôture par :

Dépenses : fr. 1,998,180.94.

Recettes : fr. 1,202,242,35.

et déficit de fr. 795,938.59.

Le tonnage kilométrique total transporté a été de 1,283,117 tonnes kilométriques, dont :

417,642 tonnes kilométriques à la montée;

865,474 id. à la descente.

Les tarifs appliqués pour l'ensemble du trafic l'ont été dans les proportions suivantes :

Tarif I : 3 francs la tonne kilométrique . .	fr.	2.50 %
Tarif II : fr. 1.50	id. . . .	9.00 %
Tarif III : 1 franc	id. . . .	26.25 %
Tarif IV : fr. 0.50	id. . . .	1.40 %
Tarif spéciaux	id. . . .	1.40 %

A la descente, donc sortie des produits, l'influence des tarifs sur le tonnage kilométrique de ce tarif a été :

Tarif I : 3 francs	fr. 0.26 %
Tarif II : fr. 1.50	7.55 %
Tarif III : 1 franc	37.10 %
Tarif IV : fr. 0.50	52.80 %
Tarifs spéciaux	2.19 %

C'est donc le trafic avec les tarifs III et IV qui influence le plus la situation à la descente.

Les produits principaux transportés aux taux de ces deux tarifs sont :

	Tonne kilométrique.		
Huile de palme	96,033	ou fr. 11.09 % du tonnage à la descente.	
Noix de palme	634,717	id. 73.33 %	id.
Cacao	43,716	id. 5.05 %	id.
Bois débité	53,279	id. 6.15 %	id.
Bois de chauffage	21,853	id. 2.52 %	id.
Divers	»	1.86 %	id.

Ces mêmes produits, à la valeur unitaire et moyenne de fin 1920, s'expriment comme suit :

	Valeur sur place.	Rendu à Anvers.	Dépense que le chemin de fer absorbe (1).
Huile de palme. . fr.	9,50 la tonne	2,000 francs la tonne	fr. 68,50
Noix de palme . . .	6 » id.	1,400 id.	68,50
Cacao	» id.	4,700 id.	102,75
Bois débité	» id.	800 id.	68,50
Bois de chauffage . .	» id.	250 id.	68,50
Divers	»	»	

La réduction des tarifs à la suite de l'ordonnance du 22 juillet 1921, sur les trois produits principaux : noix, huile de palme et cacao, a causé une perte de fr. 229,406.56 sur cinq mois d'exploitation.

Malgré cette réduction et le sacrifice que l'État s'est imposé, il y a eu régression de 1,061 tonnes pour les noix palmistes, 313 tonnes pour l'huile de palme. Par contre, le trafic du cacao a augmenté de 101 tonnes et le bois de construction de 557 tonnes, le bois de chauffage de 468 tonnes.

(1) En admettant que tous les produits viennent du terminus de la ligne, non compris transbordement.

Réponse complémentaire.

*Importance du coût de transport sur les prix de vente à Anvers
pour les principaux produits Congolais.*

PRODUITS.	Cours à Anvers par tonne au 24 mai 1922.	FRAIS DE TRANSPORT PAR TONNE.					
		Bumba à Kinshasa	Lusambo à Kinshasa	Stanley- ville à Kinshasa	Coquilhat- ville à Kinshasa	Kinshasa à Matadi.	Matadi à Anvers.
Noix palmistes . . .	850	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	100 »
Huile de palme. { a) C. ord. 1,350 b) C. plant. 1,750		64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	162 »
Copal	1,100	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	180 »
Ivoire (1)	75.000	375 »	476 »	500 »	224 »	1,955 »	850 »
Cacao	2.800	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	320 »
Caoutchouc (2) . .	4.000	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	100 »

(1) *Ivoire.* — Tout dépend de la grosseur des dents. Le cours que je donne est celui moyen pour les dents de 10 à 15 kilogrammes. La dernière vente a eu lieu le 3 mai.

(2) *Caoutchouc.* — La dernière vente publique a eu lieu en janvier. Depuis lors il n'y a plus que des ventes secrètes. Le cours nominal est actuellement : pour le caoutchouc de lianes, de 3 francs le kilogramme; caoutchouc de plantations, fr. 4.15 le kilogramme; caoutchouc des herbes, fr. 0.90 le kilogramme.

Question.

Où en est-on pour l'organisation du programme d'enseignement indigène?

Réponse.

Une Commission de techniciens, sous la présidence du Ministre, est désignée pour s'occuper de l'élaboration de ce programme.

Question.

Ne peut-on supprimer les droits de sortie, tout au moins ne peut-on en décharger les caoutchoucs de culture.

Réponse.

Le Gouvernement ne demanderait pas mieux que de supprimer les droits de sortie, mais ceux-ci représentent un poste d'environ 4 millions, — le Budget pour 1922 prévoit de ce chef une recette de 3,750,000 francs dont 550,000 francs pour l'ivoire, — il n'est pas possible de se passer aujourd'hui de cette ressource. Les droits ont été réduits à 2 % et il ne semble pas que ce taux puisse avoir une action sensible sur les possibilités d'exportation. Le Gouvernement examinera s'il est possible d'accorder une décharge au caoutchouc de culture.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

Wetsontwerp houdende vaststelling van de Algemeene Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch Congo voor het dienstjaar 1922, alsmede onderscheidene bepalingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER TSCHOFFEN.

MIJNE HEEREN,

De *gewone* Begrooting der Kolonie voorziet :

Uitgaven voor	fr. 83,365,935 »
Ontvangsten voor	70,669,133 »
Overschot der gewone uitgaven	fr. 12,696,752 »

De *buitengewone* Begrooting, zooals zij voorgelegd is, omvat twee onderscheidene posten :

a) Uitgaven wegens het uitvoeren van het programma der werken voorzien bij de wet van 21 Augustus 1921	fr. 72,388,365 »
b) Andere buitengewone uitgaven	34,941,725 »
TOTAAL	fr. 107,330,378 »

Daar de buitengewone ontvangsten slechts op 16,651,725 frank geraamd

(1) Wetsontwerp, n° 14.

(2) De *Bijzondere Middenafdeeling*, voorgezeten door den heer TIBBAUT, was samengesteld uit :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Koloniën* : de heeren BRANQUART, BRIFAUT, DE BÉTHUNE, FISCHER, FORTHOMNE, HUDIN, LAMBORELLE, MATHIEU, MAX, PIÉARD, RENKIN, RICHARD, TSCHOFFEN, VAN CAUWELAERT en VAN REMOORTEL.
- 2) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren DE GÉRADON, MECHELYNCK, DE MONTPELLIER, VAN GLABBEKE, RICHARD en CARLIER.

worden, zoo zullen de meerdere uitgaven moeten gedekt worden door eene leening van ongeveer 100,000,000 franken.

Deze toestand is niet abnormaal en evenmin onrustwekkend.

Het uitrusten en uitbaten eener groote kolonie is een werk van langen duur, dat groote krachtsinspanning en belangrijke kapitalen vergt.

Men zou voor deze uitgave kunnen in beraad staan indien men de werkelijke waarde van het onmetelijk grondgebied, dat vruchtbaar dient te worden gemaakt, betwijfelde.

Welnu, wat wij weten over de rijkdommen der Kolonie, rijkdommen die dagelijks nog grooter blijken dan wij hadden kunnen verwachten, geeft ons de overtuiging dat noch het werk onzer kolonisten, noch de aangewende kapitalen verloren zullen zijn.

België bezit eene Kolonie, wier rijkdommen schier onuitputtelijk zijn. Mocht Congo niet « betalen », dan zou het ons, waar wij hem onzen steun te karig toebedeelen, aan scherpzinnigheid en durf ontbroken hebben — wij zouden niet berekend geweest zijn voor onze beschavingstaak.

De hooger aangehaalde cijfers, dewelke, — de Memorie van toelichting merkt het terecht aan — de grootste krachtsinspanning zijn welke tot nu toe in één jaar voor de benodigdheden der Kolonie werd aangewend, getuigen dat België tegen zijn taak opgewassen is.

Ook moet de aandacht der Kamer hier minder gevestigd worden op de noodzakelijkheid van de inkrumping der uitgaven als wel op de manier om ze het oordeelkundigst toe te staan.

Hierop heeft zich uwe Bijzondere Commissie speciaal toegelegd.

*
*
*

Twee vraagstukken, die in gewicht al de andere overtreffen en van welker oplossing het leven of de dood onzer Kolonie afhangt, moeten op het voorplan onzer bezorgheid blijven.

Uw verslaggever wees er met nadruk op in 1920 en 1921.

Hij moet er op terugkomen in 1922, omdat zij niet opgelost zijn — zij konden het niet gansch zijn — maar niets van hunne scherpste verloren hebben : wij willen spreken van het gezondheidsvraagstuk en van dat van het vervoer.

De gezondheid in Congo.

De gezondheidsstaat van de Kolonie schijnt ietwat verbeterd tijdens het jaar 1921.

Hij is goed gebleven voor de blanke bevolking en een weinig min slecht geworden voor de inlandsche bevolking.

Er werd reeds veel gedaan.

Indien de op de Begroting voorziene credieten aangenomen worden, zal men eene som van 40,602,695 frank aan de verschillende gezondheidsdiensten besteed hebben.

Voor het dienstjaar 1922 vraagt de Regeering een crediet aan van 9 miljoen 144,600 frank, dat dit van het dienstjaar 1921 met 2,443,876 frank over-

schrijdt, om doelmatig den strijd tegen de ziekten en de ontvolking voort te zetten.

De Kamer zal niet aarzelen het toe te staan en eens, dat gedaan, mag ze niet meenen dat het gevaar afgeweerd is.

Het blijft dreigen; uwe Commissie blijft onder den indruk dat men niet al het mogelijke gedaan heeft om onzen Afrikaanschen bodem er van te vrijwaren.

De Memorie van Toelichting wijst er op, dat het aantal geneesheeren, die in de Kolonie praktiseeren, met 23 eenheden versterkt werd.

Het zij zoo; het blijft niettemin betreurenswaardig beneden de behoeften der bevolking.

Het volsta ons te doen opmerken dat er thans 49 geneesheeren in Congo zijn en het grondgebied is 80 maal grooter dan dat van België.

Onze jonge geneesheeren zouden nochtans in Congo gelegenheid vinden om hunne kennis en toewijding door een alomvattende praktijk te werk stellen en zich tevens een bijzonder benijdenswaardigen stoffelijken toestand scheppen.

Hunne wedde, met inbegrip van verschillende bijkomende vergoedingen, schommelt tusschen 26.500 frank en 30.000 frank. Zij worden gehuisvest door de Kolonie. In vele centra is de burgerlijke cliënteel een bron van merkelijke bijwinsten. Zij hebben hetzelfde pensioen als de officieren van het Belgisch leger en worden op de helft minder tijd gepensionneerd.

Ten slotte, verzekeren onze groote openbare besturen aan de Koloniale geneesheeren de voorkeur voor de geneeskundige bedieningen, welke van hen afhangen.

Het is slecht mogelijk dat men de Kolonie niet van het benodigd getal geneesheeren zou kunnen voorzien door de aandacht van ons geneeskundig korps en van onze hoogeschoolbevolking op het te vervullen werk en de voordeelen er van te vestigen.

* *

Doch dit is slechts een der zijden van het vraagstuk: de geneesheer is machteloos indien hij niet wordt ter zijde gestaan door een toereikend hulppersoneel, overvloedig voorzien is van geneesmiddelen, indien de gasthuizen en lazaretten niet vermenigvuldigd worden.

Welnu, wat men ook van officieele zijde verzekere en ondanks het decreet van 1 Juni 1921, waarbij zekere pharmaceutische producten vrijgesteld worden van invoerrecht, ontbreken nog de geneesmiddelen in tal van streken.

Een post leed weken lang gebrek aan kinine.

Uwe Bijzondere Commissie was eenparig van gedacht dat niet alleen de invoerrechten op de geneesmiddelen, welke gebruikt worden in den strijd tegen de besmettelijke ziekten, dienen te worden opgeheven, maar dat bovendien deze geneesmiddelen kosteloos moeten afgeleverd worden aan de particulieren en maatschappijen die zouden bewijzen dat zij er een belangloos en nuttig gebruik van maken.

* *

Twaalf leke ziekenverpleegsters en een groot aantal kloosterzusters-ziekenverpleegsters staan thans de geneesheeren in hunne zware taak ter zijde.

De Gouverneur-Generaal heeft in den loop der uiteenzettingen, welk hij voor onze Bijzondere Commissie heeft gelieven te geven, met nadruk gewezen op de overgroote en voortreffelijke diensten bewezen door deze verpleegsters, waarvan hij den bewonderenswaardigen levensernst met lof heeft vermeld.

Hij heeft insgelijks de machtige hulp der missionarissen doen uitschijnen, waarvan meest allen de leergangen in de tropische school gevolgd en ze door een proeftijd in de bijzondere instelling van Leopoldville aangevuld hebben.

Hij heeft uiting gegeven aan het verlangen dat de missies hunne krachtsinspanningen nog zouden versterken en sommigen hunner paters volledige geneeskundige studiën zouden laten doen.

De Regeering zal ongetwijfeld deze quaestie met de bestuurders der Missies willen onderzoeken en, meteen beroep doende op een steeds gelijk gebleven toewijding, zal hij er aan houden de Missionarissen van den zedelijken en financiëelen steun, welke hun onmisbaar is om hunne beschavingstaak te volbrengen, te verzekeren.

Wij moeten van nu af aan naar waarheid doen opmerken dat de kruistocht tegen de besmettelijke ziekten in Afrika geen verdienstelijker soldaten telt dan de Missionarissen. Ook zijn er geen, wier pogingen niet met den besten uitslag bekroond werden.

Er is een Missie van Jezuïten gekend, wier hardnekkige bejivering de slaapziekte over eene groote uitgestrektheid rondom haar heeft doen verdwijnen.

Achttien gediplomeerde Paters Jezuïten uit de school voor tropische geneeskunde hebben alleen in twee jaar tijd hunne zorgen aan meer dan 78,000 inboorlingen gewijd.

De katholieke missies bezitten thans in Congo; behalve verscheidene gasthuizen, 50 lazaretten en 144 dispensaria; ook de protestansche missies hebben merkkelijk bijgedragen in den strijd tegen de ziekte.

* * *

Wijl de openbare meening zich over sommige, aan den heer Lippens toegeschreven verklaringen heeft verontrust, mogen wij overigens zeggen dat de achtbare Gouverneur-Generaal er aan gehouden heeft, voor de Koloniale Commissie, de hulde zijner diepe erkentelijkheid aan de missionarissen te brengen. Ongetwijfeld kan en moet er nog verbetering over bijpunten in gemeen overleg tusschen de Regeering en de missiehoofden opgezocht worden; deze laatsten beweren niet aan alle gisping te ontsnappen.

Zulke onderwijsmethode zou kunnen verbeterd worden, gene inlandsehe godsdienstonderwijzer zou zijn ijver mogen matigen en beter doen, de onderrichtingen, welke hem door de hoofden zijner Missie gegeven zijn, nauwgezetter na te komen, doch het blijft niettemin waar dat, over het geheel, de bekomen uitslagen de bewondering afdwingen.

Op 16 Mei 1906 kwam er tusschen den Heiligen Stoel en den Onafhankelijken Congostaat eene overeenkomst tot stand, waarvan de redenen en het doel klaar omljnd zijn :

« De Heilige Stoel, begaan met de methodische verspreiding van het katho-

» licisme in Congo, en de Regeering van den Onafhankelijken Staat, afgaande op
 » het aanzienlijk aandeel der katholieke Missionarissen in zijn beschavingswerk
 » van Midden-Afrika, zijn onderling en met de vertegenwoordigers der katho-
 » lieke Missies van Congo overeengekomen om de verwezenlijking hunner
 » respectievelijke inzichten beter te waarborgen. »

Te dien einde verbond zich de Staat een wedde te betalen aan de missionarissen die door de noodwendigheden hunner apostolische zending zouden verplicht zijn bestendig te verblijven in de centra waar het aantal christenen hun tegenwoordigheid gepast maakte. Van een anderen kant beloofde elke missie-instelling, in de mate harer middelen, eene school op te richten, waar de inboorlingen onderricht zouden ontvangen.

Deze verbintenis werd door de missies nagekomen. In elk der Vicariaten en der Prefecturen hebben zij landelijke en blijvende scholen opgericht, welke thans 50,000 leerlingen tellen en door ruim duizend leeraars bestuurd zijn, normaalscholen met meer dan duizend leerlingen, vakscholen, waaruit een zoo groot aantal ambachtsheden gekomen is dat ze, volgens het officieel verslag van 1917, « niet meer te tellen zijn ».

Het onderwijs der missiën heeft merkwaardige uitslagen opgeleverd.

Overal waar de Missionarissen scholen hebben kunnen stichten, is het intellectueel en zedelijk peil der nieuwe generatie gevoeligwijze gestegen en is er vooruitgang waar te nemen in de algemeene houding der bevolking.

Ook maakt het laatste verslag van het Ministerie van Koloniën, na te hebben aangemerkt dat 374 missionarissen, 189 broeders, 194 zusters in Congo aan de verspreiding van den Godsdienst arbeiden, terecht gewag van « de ontelbare lasten en werkzaamheden welke de werken voor maatschappelijken onderstand, waaraan de godsdienstige genootschappen in Congo zich toewijden, medebrengen. »

Hetzelfde verslag besluit nog terecht dat « de Regeering door, ingevolge den wensch van den wetgever van 1908, de uitbreiding en de ontwikkeling der missies te bevorderen, zich voor den lichamelijken, intellectueelen en zedelijken vooruitgang van het negerras, een ongeëvenaarde medehulp van opoffering en liefde verschaft, waaraan zij gaarne hulde brengt ».

Het vraagstuk van het vervoer.

Het groot gevaar van de ontoereikendheid onzer vervoermiddelen drukt zwaar op onze Kolonie.

Het Parlement heeft zijn plicht gedaan : het heeft aan de Regeering al de aangevraagde credieten toegestaan om de Kolonie uit te rusten en tot het leenen van 300,000,000 frank voor het uitvoeren der groote werken van algemeen nut gemachtigd.

Wij willen niet beweren dat de Regeering de hare niet gedaan heeft.

Het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Uitgaven bevat een post

van 72,000,000 frank, als tweede annuïteit vooraf te nemen op deze leening van 300,000,000 frank, die moet dienen tot het uitrusten der Kolonie.

Het grootste deel dezer som zal opgeslorpt worden door de deelneming der Kolonie in de kapitaalsverhooging der Spoorweg-Maatschappij van Congo, die de verbetering der lijn Matadi-Leopoldville, dewelke het vervoer naar den Oceaan van al de producten van onzen Afrikaanschen grond verzekert, nastreeft.

De Kamers gaan binnenkort een wetsontwerp te bespreken krijgen, tot goedkeuring van eene overeenkomst gesloten op 9 November 1921 tusschen de Regeering en deze Maatschappij.

Het onderzoek dezer overeenkomst, welke in de Kamer ter tafel is gelegd, kan in dit verslag geen plaats vinden.

Wij bepalen er ons bij, de aandacht van de leden der Kamer op haar belang te vestigen; zij moet grondig ingestudeerd worden.

Het overschot der op de Begrooting voorziene 72,000,000 frank is bestemd voor het fonds tot het aanleggen van den spoorweg van Beneden-Congo naar Katanga en van het spoorwegvak Tsilongo-Ruwe, begin van de lijn Katanga naar Benguella (Portugeesch Congo).

Er moet te allen prijze — deze uitdrukking is volgens haar letterlijke beteekenis opgevat — gezorgd worden dat de voorziene werken met den grootsten spoed doorgedreven worden.

De lijn, welke tot Stanleyville langs den Congostroom loopt om daarna loodrecht van het Noorden tot het uiterste Zuiden van Katanga op te klimmen, is een machtig werk, doch, zelfs in verbeterden staat, zal zij ontoereikend blijven.

Katanga, de rijkste streek van alle, moet zonder verwijl rechtstreeks door de lijn Bukawa-Basongo en Kasai verbonden worden met Beneden-Congo.

Deze lijn is noodig om wezenlijk voordeel te kunnen trekken uit den onberekenbaren landbouw- en mijnenrijkdom van Kasai en Katanga en om deze eerste provincie nauwer bij de Kolonie in te lijven.

Uwe Commissie heeft de hoop geuit dat de Regeering, die over de noodige credieten beschikt, haar in 1923 zal zeggen dat het werk goed vordert.

* * *

De verbetering onzer rivierschepen is niet min dringend, niet min noodzakelijk.

Ondanks de hevige handelscrisis, die thans in Congo woedt, vindt men nog overal koopwaren, die op vervoer wachten, en het mag gezegd worden dat de crisis voor een belangrijk deel juist te wijten valt aan het gemis van vervoermiddelen op de rivieren.

Ook moeten wij met aandrang de noodzakelijkheid betoogen, geriefelijke booten ter beschikking van de passagiers te hebben. Thans is het reizen op den Congostroom en zijne bijrivieren een ware kwelling.

De booten van moderne instellingen te voorzien, is een elementaire gezondheidsmaatregel.

Daar moet zonder te lang uitstel aan gedacht worden.

*
* * *

Ons wegnemet voor automobielen breidt zich normaal en zonder te hooge kosten uit.

De inboorling steekt gaarne een hand toe aan het leggen van wegen die de streek, waarin hij woont, doorkruisen en waarvan hij het onmiddellijk nut waardeert.

De weg maakt het verkeer en vergoedt dubbel de voor zijne aanlegging uitgegeven kapitalen.

't Is niet alleen om onzen handel en onze verovering in Afrika te ontwikkelen dat zich het maken en verbeteren onzer verkeersmiddelen opdringt; hun noodzakelijkheid spruit ook hieruit voort, dat het dringend van noode is het lastendragen af te schaffen.

Er zijn er die meenen dat, gelijk de zaken nu staan, het lastendragen een noodzakelijk euvel is, maar toch een euvel. Het verslapt het ras en maakt de miskenning der verordeningen, die den afgedwongen arbeid verbieden, schier noodzakelijk, want men vindt geen vrijwillige dragers; dat doet denken aan eene pijnlijke overleving der slavernij.

Eens meester over de besmettelijke ziekten en het problema der mechanische vervoermiddelen opgelost, is de Kolonie gered.

Zoolang deze twee vraagpunten naar oplossing wachten, zal het werk der Belgen in Congo bedreigd blijven.

Zullen wij nog lang op Belgisch-Afrika deze dubbele bedreiging laten wegen?

De pensioenen.

Wat de pensioenen betreft, kunnen de kolonisten in drie categorieën ingedeeld worden :

a) Zij die den Onafhankelijken Congostaat gediend hebben. Hun pensioen is geregeld door het decreet van 25 Augustus 1910;

b) Zij die in de Kolonie vóór 1 Augustus 1920 gediend hebben. Het pensioensbedrag is bepaald door het decreet van 2 Mei 1920;

c) De ambtenaars in dienst der Kolonie na 1 Augustus 1920.

Het pensioenstelsel is bepaald bij decreet van 2 Maart 1921.

De ambtenaars der categorie c zijn terecht voldaan over het stelsel dat hun toegepast wordt.

Voor de gepensioneerden der categorie a voorziet het ontwerp van begroo-ting de noodige credieten (400,000 frank, *onbepaald crediet*) om het pensioen van dezen der gerechtigden, wier inkomen en bestaansmiddelen te zamen niet 14,000 frank 's jaars overschrijden, te verdubbelen (*cf.* ontwerp van begroo-ting, bladzijde 166, art. 6B).

Al de belanghebbenden zoowel dezen, die de voorziene verhooging trekken, als

dezen die er — vrij willekeurig — buitengesloten zijn, protesteeren tegen dit onderscheid.

Het pensioen is geen aalmoes aan noodlijdenden.

Tot dusverre trokken al de gewezen beambten van den Onafhankelijken Congo-staat, zonder onderscheid van ambt noch graad, een pensioen berekend op den grondslag van 150 frank per dienstjaar.

Men heeft wel gedaan dit bescheiden pensioen te verdubbelen, doch hoe het stelsel rechtvaardigen dat eene ongelijkheid zou in 't leven roepen en het voordeel ontzeggen aan een zeker aantal, niet minder verdienstelijke beambten, omdat zij zich een bestaan van 14.000 frank 's jaars konden verzekeren?

Voor de gepensionneerden, wier lot geregeld is bij toepassing van het decreet van 2 Mei 1920, voorziet het ontwerp van begrooting, spijs de beloften, geene enkele lotsverbetering.

Wanneer deze regelen geschreven werden, moest hun aantal niet 500 overschrijden; hun gemiddeld pensioen bedraagt slechts 618 frank.

Alle pensioenen, ook die van ambtenaars afhangende van de metropolitaansche begrooting van de Kolonie, werden in België verdubbeld of verdriedubbeld.

Wij zijn het ons zelve verschuldigd, dezelfde behandeling toe te staan aan de gewezen kolonisten als aan al de Belgische gepensionneerden.

Daar uwe Bijzondere Commissie op dit stuk geen lijnen wenscht te trekken — de cijfers moeten behoedzaam gesteld worden —, heeft zij geen amendement willen indienen, maar was eenparig van gevoelen den Minister van Koloniën te verzoeken zelf aan het Parlement een amendement op zijne begrooting te onderwerpen, dat rekening houdt met bovenstaande opmerkingen.

Gezien de geringe pensioenen, welke dienen te worden verhoogd, en het klein aantal gerechtigden zal de jaarlijksche, door de Schatkist te dragen last, ons inziens, 400,000 frank niet bereiken.

Die last is uiteraard tijdelijk.

De Mijnenregie.

Uwe Commissie was verwonderd te moeten vaststellen dat het batig slot van de regie der goudmijnen van Kilo-Moto van 16,292,400 op 11,190,000 frank valt, hetzij eene vermindering van ruim 5,000,000 frank of ongeveer 30 %.

De Gouverneur-Generaal, door haar dienaangaande ondervraagd, heeft verklaard hoegenaamd geen uitleg te kunnen geven.

De regie is zóó ingericht dat zij aan het nazicht en den invloed van het gezag van den Gouverneur ontsnapt.

Anderzijds heeft de Minister over de inzinking der ontvangsten zekere beschouwingen gegeven die, eerlijk bekend, al de leden der Commissie niet overtuigd hebben.

De « nieuwe wijzen van oordeelkundige en methodische exploitatie der regie », waarvan sprake in het ontwerp van Begrooting (bl. 28, art. 39), hebben bewezen wat zij waard zijn

Zij verminderen de netto-ontvangsten met 30 %.

Het argument, als zou men thans de exploitatie van rijke goudlagen ter zijde laten om ertslagen van mindere hoedanigheid uit te baten ten einde de onmisbare reserves te sparen, schijnt geen steek te houden.

Het goud is thans zeer duur en wij hopen dat onze behoeften nooit groter zullen worden.

Het is dus nu of nooit het oogenblik om onze goudmijnen het meest te doen opbrengen.

De exploitatie der alluviale mijnen kan gedaan worden zonder vrij aanzienlijk materieel.

De Minister van Koloniën zal ongetwijfeld de Kamer wenschen uitvoeriger in te lichten aangaande de regies, hare werking en hare opbrengst.

De administratieve decentralisatie.

Er worden maatregelen beraamd om, onder eene grootere verantwoordelijkheid, aan de provinciën en aan de municipale centra de wenschelijke zelfstandigheid te verzekeren. Dat verdient te worden toegejuicht.

Er kan ongetwijfeld geen sprake van zijn, onze instellingen in Afrika op Europeeschen leest te schoeien.

Eens voorbehoud gemaakt aangaande de onmisbare eenheid van actie en bestuur, is het wenschelijk dat men het belang der blanken in het bestuur en dat den inboorlingen in de verbetering der plaatselijke groepeerings betrekke.

Een proef van « municipalisatie » gaat te Kinshassa en te Elisabethville genomen worden.

Het Parlement zal er met aandacht de uitslagen van volgen.

Het localiseeren der belasting, gepaard met het vaststellen van provinciale begrotingen van ontvangsten en uitgaven, staat in verband met de decentralisatie.

Het is van onweerlegbaar belang dat de schatplichtigen en inzonderheid de inboorlingen zich rekenschap geven van het onmiddellijk nut dat het betalen der belasting voor hen heeft, en begrijpen dat het vervullen van den belastingsplicht met meer welstand wordt vergolden; doch die hervorming zou slechts geleidelijk kunnen ingevoerd worden.

De Hoofdstad.

Men heeft niet zonder reden gezegd dat de keuze van Boma als hoofdstad een aardrijkskundige misslag is geweest. De stad is ten andere slecht gebouwd en versmacht tusschen hare moerassen. De hygiënische instellingen zijn er gebrekkig.

Kortom, Leopoldville, gelegen in eene gezondere streek, waar de groote verkeerswegen bijeenloopen, schijnt beter aangeduid om den zetel der Regeering en der centrale diensten te kunnen worden.

Men moet nochtans niet tot de verandering overgaan zonder eenige voorbereiding; zoo niet, zou men de ontreddering in 't leven roepen en zich aan aanzienlijke uitgaven nutteloos blootstellen.

De inkrimping der uitgaven.

Uwe Commissie had sommige der aangevraagde credieten willen inkrimpen. Zij is er niet in geslaagd.

De voorziene uitgaven steunen ofwel op de toepassing der van kracht zijnde wetten ofwel op de noodzakelijkheid, de Kolonie gezonder te maken en van benoodigdheden te voorzien.

Deze uitgaven zijn dus ofwel oninkrimpbaar ofwel dringend noodzakelijk.

De Commissie stelt de Kamer voor, het ontwerp van Begrooting aan te nemen.

De Verslaggever,
PAUL TSCHOFFEN.

De Voorzitter,
E. TIBBAUT.

BIJLAGE

Vraag.

Heeft de Minister een plan voor het aanleggen van buurtspoorwegen welke, in de koloniën, meest altijd aan de groote spoorwegen voorafgaan?

Welke wegen, gelegd of nog aan te leggen, zouden zonder moeilijkheid met spoorstaven kunnen belegd worden?

Antwoord.

Het vraagstuk over het aanleggen van buurtspoorwegen voor lokaal verkeer op sommige banen der Kolonie ligt ter studie.

Over 't algemeen heeft het niet den schijn dat deze spoorwegen de groote spoorwegen kunnen vervangen of tijdelijk daaraan voorafgaan; het aanleggen van groote spoorwegen is voorzien in het plan der openbare werken, dat door de Wetgeving is goedgekeurd. In beginsel zijn de vervoer- en algemeene kosten in Midden-Afrika te zwaar om iets voorloopig tot stand te brengen.

Het aanleggen van enge spoorwegen kan dus alleen daar in aanmerking komen, waar de baan bestaat en het lijnleggen toelaat en waar deze oplossing naar allen schijn voor tal van jaren kan volstaan.

Het is niet mogelijk thans een volledig antwoord te geven op het tweede deel der vraag: de studiën zijn nog niet ver genoeg gevorderd om zich te kunnen uitspreken.

Vraag.

De heer Minister heeft in een interview het bouwen van verschillende spoorwegen aangekondigd en de kosten er van op 250,000 frank per kilometer geraamd.

Zou hij het financieel plan niet willen opgeven, dat hij voor het betalen dezer werken denkt te volgen?

Van de 300,000,000 frank, voorzien voor de werken van openbaar belang, zijn reeds 150,000,000 frank uitgegeven.

Hoe denkt de Minister in de nieuwe uitgaven te kunnen voorzien?

Op voet van 250,000 frank per kilometer, zouden de 900 kilometer spoorweg, welke van Beneden-Congo naar Katanga (Ilebo Bukama) in zes jaar tijds zouden gelegd worden, 225,000,000 frank kosten zonder het rollend materieel.

Antwoord.

De machtiging tot het leenen van 300,000,000 frank, door de wet van 21 Augustus 1921 toegestaan, is, gelijk de Memorie van Toelichting dezer wet het zegt, slechts de eerste reeks der uitgaven voor de benodigdheden in de Kolonie.

Het ontwerp van Begrooting voor 1922 bevat de opsomming van de uitgavenposten, welke op de eerste reeks van 60 miljoen frank crediet, toegestaan op de Buitengewone Begrooting voor 1921, betaalbaar gesteld zijn. Wegens de uiteenlopende centra waar deze uitgaven in Afrika en in Europa moeten gedaan worden, is het mij nog niet mogelijk het cijfer der uitgaven, welke van deze betaalbaar gestelde 60 miljoen betaald zijn en regelmatig zullen opgenomen worden in de algemeene rekening der Kolonie, op te geven.

Een tweede credietpost van 72,388,653 frank komt voor op de Buitengewone Begrooting voor 1922. Als men de uitgaven, welke van dit bedrag voor den spoorweg van Katanga moet afgetrokken worden, op 20 miljoen schat, dan blijft er nog 52,388,653 frank over voor het betalen van de uitgaven voor andere werken.

Na het toestaan dezer twee eerste credietposten blijft er op de te leenen 300 miljoen nog ongeveer 167,612,000 frank beschikbaar, welke in 1923, 1924 en 1925 kunnen aangevraagd worden.

Indien ik daarbij de voormelde 52,388,653 frank voeg, dan is het totaal van 220,000 frank nu de mogelijke verbintenis tot uitgaven op de eerste leeningsreeks van 300 miljoen.

Onder deze voorwaarden is het voorbarig, aan den Minister de uiteenzetting van een nieuw financieel plan te vragen, want dit hangt af van den staat van vooruitgang der werken, van het bedrag der aanbestedingen voor materieel, van de financieele hulp welke de belanghebbende spoorwegmaatschappijen kunnen inbrengen tot het aanleggen van een spoornet, van den toestand der markt en van andere omstandigheden.

De Regeering zal niet nalaten hare ontwerpen op tijd en stond bij het Parlement in te dienen.

Vraag.

Wordt er in de Kolonie, voor het onderricht der zwarten en voor hunne vak-kundige opleiding, gebruik gemaakt van vreemde talen?

Is de taal der inboorlingen niet de gebruikelijke taal in het onderwijs van den eersten graad?

Wordt de taal Kiswahili gebruikt in de officieele betrekkingen met de inland-sche bevolking?

Wordt hare verspreiding bevorderd?

Zoo vreemde talen gebruikt worden, zou dan niet de tabel kunnen opgemaakt worden van de streken en van de instellingen waar zij gebruikt worden

Antwoord.

In beginsel raadt de Regeering aan, zich voor het onderricht der zwarten en voor de vakkundige opleiding te bedienen van de taal der inboorlingen. Zonder de plaatselijke behoeften over het hoofd te zien, gaat zij zoo te werk in hare eigene scholen en de scholen der Missiën volgen bijna altijd deze methode. De Missionarissen van alle gezindheden hebben herhaaldelijk verklaard het met de Regee-

ring eens te zijn over dit punt. Men kan dus de gevraagde tabel niet opmaken.

Het aanleeren eener Europeesche taal wordt integendeel aanbevolen aan uitgelezen leerlingen die voor hooger onderwijs geschikt en bestemd zijn om bestuurs- of handelsklerk, geneeskundig assistent, enz. te worden.

De verspreiding van Swahili wordt niet begunstigd. Doch deze taal is de handelstaal van een groot gedeelte van het Oosten der Kolonie. Als zoodanig wordt zij gebruikt door de ambtenaars en beambten der Kolonie.

Vraag.

De voortbrenging van brandspiritus voor industrieel gebruik zou van groot nut zijn, ingezien het industrieel gebruik van essence wegens hare duurte niet mogelijk is.

Zij kan niet strijdig zijn met de internationale overeenkomsten, indien zij geschiedt onder voorwaarden die het drankgebruik er van onmogelijk maken.

Welke maatregelen denkt de Minister te treffen om deze voortbrenging mogelijk te maken?

Antwoord.

De voortbrenging van brandspiritus voor industrieel gebruik werd onderzocht, doch de quaestie is uiterst ingewikkeld wegens de moeilijkheid van bewaking om het verbruik van drinkalcohol te beletten.

De Regeering heeft inlichtingen gevraagd over de in de naburige Koloniën te dezer zake getroffen maatregelen, zoodat er tot dusverre nog geen genoegzaam volledige gegevens zijn om op deze vraag te kunnen antwoorden.

Vraag.

Denkt de Minister dat het niet gepast zou zijn de Begrooting der Kolonie in twee deelen op te maken, waarvan de eene de Begrooting van het Gouvernement-Generaal en de andere de begrootingen van de Ondergouvernementen-Generaal omvat, mits dit onderscheid de gespecialiseerde begrootingen der tot nijverheid vervormde diensten niet uitsluit?

Het belang dezer splitsing ligt niet zoo zeer in de verdeeling der uitgaven dan wel in het tot stand brengen van middelen.

Meent de Minister niet dat het municipale leven in de voornaamste centra moet kunnen tot stand komen door het opmaken van plaatselijke Begrootingen van ontvangsten en van uitgaven?

Antwoord.

De huidige begrootingen maken onderscheid tusschen de ontvangsten en de uitgaven welke het Gouvernement-Generaal en die welke de Ondergouvernementen-Generaal aanbelangen. Het schijnt niet gepast thans meer te doen. De Provinciën zijn onlangs opgericht. Het is wenschelijk dat de decentralisatiepolitiek, welke thans vervolgd wordt, zich eerst wat gevestigd hebbe. Zij stuurt er natuur-

lijk op aan om het financieel bestuur van elke Provincie meer te individualiseeren. Noodig is dat aan een Vice-Gouverneur meer vrijheid in de uitvoering overgelaten worde. Doch in den huidige stand van zaken zou het opmaken van afzonderlijke begrootingen geen invloed hebben op het tot stand brengen van nieuwe middelen. Integendeel, het beginnemen met eene municipale of gemeentelijke inrichting staat op het programma der Regeering. Er werd een ontwerp opge maakt door de diensten van Afrika, een ander door het centraal bestuur. Reeds heeft de Kamer zelf, door eene bepaling in de begrooting van verleden jaar, het beginsel van het invoeren van plaatselijke belastingen gehuldigd.

De eerste twee stedelijke centra, voor dewelke eene dergelijke inrichting voorzien is, zijn Elisabethville en Kinshasa.

De Regeering heeft het inzicht deze ontwerpen in den loop van dit jaar op deze twee steden toe te passen.

Vraag.

Kleine rivieren. — Hoeveel eenheden hebben wij sinds den wapenstilstand voor den dienst der rivieren besteld?

Sinds wanneer zijn zij in Congo? Hoeveel werden er reeds ineengezet en in dienst gesteld? Wanneer zullen de andere het worden?

Antwoord.

De noodzakelijkheid van bijmaterieel voor de rivieren werd onmiddellijk na den wapenstilstand onderzocht.

Het advies en de voorstellen van de diensten van Afrika werden gevraagd.

Eene bestelling van acht eenheden, type *Délivrance*, werd aangenomen.

Zeven dezer laatste werden achtereenvolgens geleverd, doch met groote vertraging.

De laatste stoommachine werd slechts in Maart l.l. geleverd.

De *Sonatra* is met de werf in bespreking aangaande de achtste *Délivrance*, dewelke nog niet kon aanvaard worden omdat zij, volgens haar meening, niet voldeed aan de gestelde voorwaarden.

De zevende *Délivrance* wordt ineengezet op de werven van Leopoldville. Zij zullen dus eerstdaags kunnen dienst doen. Bovendien werden er sinds hetzelfde tijdstip — ook te Leopoldville ter ineenzetting — zes platboomde vaartuigen van twintig ton, voor deze *Délivrance* bestemd, geleverd.

Benevens de ineenzetting dezer kleine eenheden, is het werkhuis van Leopoldville bezig met het veranderen van een passagiers-steamer, *Hainaut*, in sleeper die lange vlotten op sleeptouw kan nemen, ter vervanging van het zijdelingsch sleepstelsel, dat tot nu toe in gebruik was. Men verwacht van deze nieuwe methode eene vermindering van kosten en eene betere benutting van het materieel.

De werf van Leopoldville voltooit de ineenzetting van de *Tabora*, bestemd voor groote stroompannen.

De toekomstige maanden zal de *Sonatra* 10 lichterscheperen van 250 ton, nieuw

type, beter geschikt dan het huidig materieel, ontvangen en ineenzetten. Het vervoervermogen zal met 60 % vermeerderd worden.

Vraag.

Zijn de eenheden, welke het stroomennet bedienen, waarvan Coquilhatville het middenpunt is, thans minder talrijk dan vóór het oprichten der *Sonatra*?

Antwoord.

De eenheden van het fluviaal net van den Evenaar zijn thans niet minder talrijk dan vóór de oprichting der *Sonatra*; integendeel, deze maatschappij heeft eenheden tot het vervoer aangewend, welke vroeger voor bijdiensten bestemd waren. Er dient evenwel opgemerkt dat het materieel, dat onder den oorlog en de daaropvolgende vervoerercrisis veel geleden heeft, dikwijls te Leopoldville moet hersteld worden, wat nog al tijdverlies veroorzaakt. Om dezen toestand te verhelpen, is de *Sonatra* in onderhandeling voor het aankopen van terrein te Coquilhatville, met het oog op het oprichten van een werkhuis en van een « slip » voor herstellingen.

Vraag.

Welk is het verhoogingsprogramma der kleine eenheden voor den dienst der rivieren?

Antwoord.

Wanneer de acht *Délivrances* in dienst gesteld zijn, zal de *Sonatra* voor het verkeer op de kleine rivieren over 23 kleine eenheden beschikken (18 *Délivrances* en 5 *Auxiliaires*). De Maatschappij is niet van inzicht, het aantal dezer automotoren-booten te verhoogen. Zij zijn inderdaad zeer kostbaar, moeilijk voor de exploitatie en laden slechts 20 ton. Haar inzicht is, het aantal sleepbooten te vermeerderen door aan elke *Délivrance* twee platboomde vaartuigen van 35 tot 40 ton toe te voegen, waarmede alzoo 100 ton per trein, in plaats van 20 ton op de *Délivrance* alleen, kan vervoer worden. Het bouwen van dergelijke platboomde vaartuigen ligt ter studie en, daar hunne stuksgewijze incenzetting gemakkelijk is, zoo zullen zij binnenkort naar de Kolonie kunnen verzonden worden om, zoo mogelijk, met de nieuwe *Délivrances* in dienst te treden.

Vraag.

Welke zijn de hoofdbestanddeelen van den post « verschillende schuldenaars » der *Sonatra*?

Antwoord.

De post van fr. 540,595.53, op de balans der *Sonatra* voor het jaar 1920, wordt onderverdeeld als volgt :

Door de Kolonie verschuldigde kosten voor vervoer	fr.	138,098	67
Verskillende verschuldigde rekeningen	.	.	402,496
			86

Vraag.

Hoe staat het met de onderhandelingen voor het oprichten der T.S.F.?

Antwoord.

De toestand is thans zooals volgt :

1° *Exploitation*. — Het contract met M.-R. Goldsmidt is ten einde. Er werden onderhandelingen gevoerd met het Departement van Spoorwegen ten einde te geraken tot het oprichten van een enkel lichaam, waarvan de Staat de kapitaal zou bewaard hebben, doch dat zelf door specialisten zou bestuurd geweest zijn als eene zelfstandige regie en dat voor de T.S.F. in België en in Congo zou gezorgd hebben; deze onderhandelingen zijn op niets uitgelopen.

Ondertusschen wordt, onder de leiding van den heer Goldsmidt en het toezicht van een bijzonderen afgevaardigde van het Departement, de exploitatie in regie gedaan door het Fonds der Kolonie. Deze tijdelijke regie zal eerstdaagst en einde zijn en dan zullen er definitieve maatregelen getroffen worden.

2° Het aanleggen van het groot intercontinentaal net van Katanga of van de corresponderende posten is het voorwerp geweest van een contract gesloten tusschen den heer Goldsmidt en het Bijzonder Fonds.

Vraag.

Zou het tarief der spoorwegen van Mayumbe nog kunnen verminderd worden ? Voor hoeveel komt het tarief der spoorwegen tusschen in den Europeeschen prijs der uit Mayumbe uitgevoerde koopwaren, vooral voor cacao en hout ?

Antwoord.

Voor het dienstjaar 1921 is de exploitatie van den spoorweg van Mayumbe afgesloten met :

Uitgaven : fr. 1,998,180.94.

Ontvangsten : fr. 1,202,242.35.

Tekort fr. 795,938,59.

Het totaal der vervoerde kilometer-tonnenmaat bedroeg 1,283,117 kilometer-tonnen, waarvan :

417,642 kilometer-tonnen bij het opvaren;
865,474 id. bij het afvaren.

De over het geheel van het verkeer toegepaste tarieven worden weergegeven door volgende verhoudingen :

Tarief I : 3 frank de kilometer-tonnen.	.	.	.	fr.	2.50 %
Tarief II : fr. 1.50	id.	.	.	.	9.00 %
Tarief III : 1 frank	id.	.	.	.	26.25 %
Tarief IV : fr. 0.50	id.	.	.	.	1.40 %
Bijzondere tarieven	id.	.	.	.	1.40 %

Bij het afreizen, dus vertrek der producten, was de invloed der tarieven op de kilometer tonnenmaat van dit tarief de volgende :

Tarief I : 3 frank de kilometer ton	 fr.	0.26 %
Tarief II : fr. 1.50	id.	7.55 %
Tarief III : 4 frank	id.	37.10 %
Tarief IV : fr. 0.50	id.	52.80 %
Bijzondere tarieven	id.	2.19 %

Het is dus het verkeer met de tarieven III en IV dat den toestand het meest beïnvloedt bij het afvaren.

De voornaamste, tegen deze twee tarieven vervoerde producten zijn :

	Kilometer ton.	
Palmolie	96,035 of fr. 11.09 %	der tonnenmaat bij het afreizen.
Palmnoten	634,717 id. 73.33 %	id.
Cacao	43,716 id. 5.05 %	id.
Gezaagd hout	53,279 id. 6.15 %	id.
Brandhout	21,853 id. 2.52 %	id.
Allerlei	» id. 1.86 %	id.

Deze zelfde producten, tegen de gemiddelde eenheidswaarde van einde 1920, worden berekend als volgt :

	Waarde ter plaatse.	Afgeleverd te Antwerpen.	Uitgave voor het vervoer per spoorweg (1).
Palmolie fr.	9 50 de ton	2,000 frank de ton	fr. 68 50
Palmnoten	6 » id.	1,400 id.	68 50
Cacao	» id.	4,700 id.	102 75
Gezaagdhout	» id.	800 id.	68 50
Brandhout	» id.	250 id.	68 50
Allerlei	» id.	» id.	

De vermindering der tarieven, ten gevolge van de verordening van 22 Juli 1921, heeft, op vijf maand exploitatie, op de drie bijzonderste producten : noten, palmolie en cacao, een verlies van fr. 229,406.56 veroorzaakt.

Ondanks deze vermindering en het offer dat de Staat zich heeft opgelegd, was er een achteruitgang van 1,061 ton voor de palmnoten, 413 ton voor de palmolie; daarentegen is het vervoer van cacao gestegen met 101 ton, het timmerhout met 557 ton en het brandhout met 468 ton.

(1) Gesteld dat al de producten van het eindpunt der lijn komen, overlading niet inbegrepen.

Aanvullend antwoord.

*Invloed der vervoerkosten op den verkoopprijs te Antwerpen
voor de voornaamste Congoleesche producten.*

PRODUCTEN.	Koers per ton te Antwerpen op 24 Mei 1922.	VERVOERKOSTEN PER TON.					
		Bumba tot Kinshasa.	Lusambo tot Kinshasa.	Stanley- ville tot Kinshasa.	Coquilhat- ville tot Kinshasa.	Kinshasa tot Matadi.	Matadi tot Ant- werpen.
Palmnoten	850	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	100 »
Palmolie { a) b) .	Gew. K. 1,350 Plant. 1,750	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	162 »
Copal.	1,100	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	180 »
Ivoor (1)	75,000	375 »	476 »	500 »	224 »	1,935 »	850 »
Cacao.	2,800	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	320 »
Caoutchouc (2) . .	4,000	64 50	85 50	75 »	40 50	59 »	100 »

(1) *Ivoor*. — Alles hangt af van de dikte der tanden. De opgegeven koers is de gemiddelde voor de tanden van 10 tot 15 kilogram. De laatste verkoop had plaats op 3 Mei.

(2) *Caoutchouc*. — De laatste openbare veiling had plaats in Januari. Sindsdien werd er slechts onderduims verkocht. De nominale koers is thans : voor het lianen-caoutchouc 3 frank per kilogram, plantatie-caoutchouc fr. 4.15 per kilogram, kruiden-caoutchouc fr. 0.90 per kilogram.

Vraag.

Hoever staat het met het programma voor inlandsch onderwijs ?

Antwoord.

Eene Commissie van vakkundigen is, onder het voorzitterschap van den Minister, aangeduid om zich met het voorbereiden van dit programma bezig te houden.

Vraag.

Zou men de uitvoerrechten, of ten minste de uitvoerrechten voor teelt-caoutchouc, niet kunnen opheffen ?

Antwoord.

De Regeering zou gereedelijk in de opheffing der rechten willen toestemmen, doch deze vertegenwoordigen een post van ongeveer vier millioen — de Begrooting voor 1922 voorziet uit dien hoofde eene ontvangst van 3,750,000 frank waarvan 550,000 frank voor het Ivoor; — deze hulpbron kan thans nog niet gemist worden.

De rechten werden op 2 t. h. gebracht en het heeft den schijn niet dat dit bedrag gevoelig op de uitvoermogelijkheid kunnen inwerken. De Regeering zal onderzoeken of het mogelijk is eene ontlasting op het teelt-caoutchouc toe te staan.